



Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

La fabrique des entrepreneurs (page 3)



Les premiers bénéficiaires du Centre Régional Multisectoriel de Rusi sont les jeunes diplômés chômeurs en l'occurrence les lauréats de l'enseignement post fondamental général, pédagogique et technique.

SPORT



Stade de football homologué

Burundi : Bientôt un stade de football homologué ? (page 4)

TRANSPORT



Transport lacustre

MV Amani, attendu pour accostage au port de Bujumbura d'ici 3 mois (page 6)

ACTUALITE REGIONALE



Ebola

L'Ebola ressurgit en Ouganda (page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



Editorial

Un coup de pouce au transport lacustre ?



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

réseaux sociaux. Un accord de principe entre la direction de Global Port Services, la société qui exploite le port de Bujumbura est en cours de négociation avec la direction de MV AMANI.

L'accostage est prévu dans 3 mois, le temps de finaliser les travaux de dragage et de manutention éventuelle. La plupart des internautes se voyaient déjà à bord de ce yacht savourant l'air frais du lac. Mais il faudra d'abord dégager les dépôts de débris, les déchets qui se sont accumulés au niveau du bassin portuaire. Le déversoir des eaux de pluie en provenance de Buyenzi charrient les alluvions vers le port pendant une décennie. Ce qui ne permet pas l'accostage des paquebots au risque d'endommager la coque.

Dans le cadre du projet d'extension du port de Bujum-

bura en cours, il est prévu le dragage du bassin portuaire pour faciliter l'accostage. La direction commerciale de GPS annonce également une visite conjointe du bassin portuaire le plus tôt possible pour décider ensemble sur l'arrivée de MV AMANI à Bujumbura. Ce bateau 100% Made in DRC est opérationnel depuis bientôt trois ans. Il bat pavillon déjà entre les ports de Kalemie, Moba, Baraka, Uvira et Kigoma en Tanzanie. Les armateurs saluent cette initiative qu'ils considèrent comme une révolution dans le transport lacustre. Cela va réduire drastiquement les coûts de transport et les frais de voyage.

Le Capitaine Dieudonné Dukunane, actuel ministre en charge des infrastructures a révélé que la plupart des importations arrivent par les axes routiers.

C'était lors de la conférence sur le développement animée en novembre 2021. D'après lui, « La différence entre le coût de transport par route et le coût de transport par chemin de fer du port de Dar-es-Salaam à Kigoma et par le lac Tanganyika entraîne une perte de 90 USD par tonne ». Le pays importe environ 500 mille tonnes de marchandises en dehors de l'Afrique et les fait transiter par le port de Dar-es-Salaam. « Si on ajoute aux 500 mille tonnes importées en dehors de l'Afrique, le trafic des marchandises importées de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Kenya, la perte sèche est de près de 36 millions USD », a estimé Capitaine. Dukundane.

Le port de Bujumbura reste sous-exploité alors qu'il reste un hub pour desservir l'Est de la République Démocratique du Congo et d'autres régions excentrées du

corridor nord. Pour le moment, y transitent les marchandises importées des continents asiatique, américain et européen. Les autres marchandises arrivant au port de Bujumbura viennent des pays africains, plus particulièrement de la Zambie, du Kenya, de la République Unie de Tanzanie et de l'Ouganda, lit-on sur le site de GPS. Parmi, les marchandises souvent exportées figurent le café, la farine de blé vers RDC et le Tabac.

Le port de Bujumbura dispose d'une capacité annuelle d'environ 500 000 tonnes et accueille non seulement les cargaisons du Burundi, mais aussi les marchandises en transit vers le Rwanda et la République Démocratique du Congo (RDC).

Cours M.A, au profit des arbitres féminins

La Fédération de Football du Burundi (FFB) a ouvert lundi le 19 septembre 2022 la formation dans le cours M.A/FIFA pour les arbitres féminins. Et cela pendant cinq jours.

Au total, 25 arbitres féminins provenant de différentes associations provinciales de football ont participé à cette formation. Le cours en question a été dispensé par l'institutrice de la FIFA, Mme Maroua Hannachi en présence des arbitres burundais comme Jean Claude Birumushahu et Athanase Nkubito. C'est la première fois que ce cours se déroule au Burundi uniquement pour les arbitres féminins.

Les cours du type M.A initiés par la FIFA à l'endroit des associations membres ont pour but d'uniformiser l'interprétation et l'application des lois du jeu et d'assurer une formation réussie des arbitres. Ils visent également à outiller les formateurs sur les nouvelles méthodes et contenus d'enseignement tant sur le plan technique que physique.

La campagne de distribution des MIILDA prolongée de 4 jours



La Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, Dr Sylvie NZEYIMANA a indiqué dans un communiqué la prolongation de 4 jours la campagne de distribution de masse des Moustiquaires Imprégnées d'Insecticides à Longue Durée d'Action (MIILDA). Ainsi la campagne débutée le 9 septembre 2022 se clôturera le 25 septembre 2022. Au cours de cette campagne, 6 648 611 moustiquaires sont distribuées dans 1665 sites comprenant également des groupements spéciaux (camps militaires, orphelinats, maisons de détention, écoles, etc.), 16 provinces, 113 communes. Les deux provinces de Ngozi et Muyinga sont exclues de cette campagne, car il s'y opère une autre campagne de pulvérisation des habitations et d'autres infrastructures. Cette campagne nécessitera un coût global d'environ 23.656.885 USD représentant environ 47.758.124.983 BIF.

La coopération sino-burundaise couronnée de succès



Dans le cadre de la coopération entre la Chine et le Burundi, pas mal de projets ont été réalisés avec succès grâce aux efforts conjoints de ces deux pays. Ce sont les propos de Mme Zhao Jiangping, ambassadeur de Chine au Burundi.

Des avancées significatives dans le secteur agricole, surtout dans le secteur agricole se font remarquer. Pour ce qui est de l'infrastructure, en plus des centrales hydroélectriques, la Chine est sur le point de faire avancer la mise en œuvre de projets de déviation de la route nationale No1 et de réhabilitation et d'extension de l'aéroport international Melchior Ndadaye. Dans le domaine de l'éducation et du renforcement des capacités, différentes écoles professionnelles et techniques ont été construites avec l'aide de la Chine. Cette coopération a été également caractérisée par des échanges culturels entre les Chinois et les Burundais. On citerait entre autres la naissance en 2011 de l'institut Confucius de l'Université du Burundi qui est devenu un canal principal des échanges culturels. A travers cet institut, beaucoup d'étudiants burundais obtiennent des opportunités pour faire des études en Chine. « La Chine est disposée à mettre en œuvre avec le Burundi les neuf programmes afin d'accompagner le Burundi dans sa voie de réaliser le Plan National de Développement pour la période 2018-2027 et l'objectif de « Faire du Burundi un pays émergent d'ici 2040 », a souligné Mme l'ambassadeur.

La grand-messe du tourisme

Le Burundi abrite du 23 au 30 septembre 2022 la grande exposition du tourisme est-africain. La deuxième édition de l'East African Regional Tourism Expo se déroule au Cercle Hippique de Bujumbura.

Le thème retenu vise notamment à repenser le tourisme pour le développement socio-économique de la Communauté Est Africaine. Au menu des activités, des exhibitions des produits en provenance des sept pays membres de l'EAC, des conférences-débats sur les défis et les potentialités du secteur touristique. En outre, il est prévu un tour de familiarisation dans les différents lieux touristiques.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

Taux de change du 22 Septembre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2030	2063
Euro	1997	2029
Shi. Kenyan	16,8536	17,1255
Shi. Tanzanien	0,8709	0,8849
Shi. Ougandais	0,5316	0,5402
Fr Rwandais	1,9203	1,9513

Reprise de l'exploitation artisanale de l'or

Les coopératives minières sont de nouveau autorisées à exploiter les sites aurifères. Ainsi, elles doivent souscrire à la réglementation en vigueur. Cependant, l'exploitation industrielle de l'or devrait attendre l'aboutissement des négociations en cours entre le gouvernement et les sociétés extractives



Après la suspension des activités minières, les recettes issues de l'exportation de l'Or ont chuté passant de 80 milliards de Fbu à 0 Fbu entre juin 2021 et mars 2022.

Après plus d'une année d'arrêt des activités, les travaux d'extraction minière reprennent timidement. Il s'agit de la mise en œuvre des recommandations émises en mai dernier lors d'une réunion tenue à Gitega à l'endroit des exploitants miniers. De nouvelles orientations ont été définies pour accroître la production aurifère. Parmi, les recommandations formulées à cette occasion figure la reprise des activités d'exploitation et de commercialisation de l'or. Seules les coopératives minières dûment agréées sont autorisées à piocher les filons d'or.

Pour faciliter la reprise des travaux, ces dernières ne vont pas payer les droits fixés et les redevances superficielles annuelles jadis exigés avant d'avoir le permis d'exploitation. Cependant, les orpailleurs ne sont pas exonérés de la TVA, des impôts ou d'autres charges (les frais de dossier et de reproduction de la carte, la contribution pour la réhabilitation des sites...). Cependant, les coopératives ne sont pas autorisées à fouiner dans les périmètres des sociétés minières. Pour le cas des

industries extractives, de nouvelles conventions seraient en cours de négociation en vue de la reprise des activités.

Une exploitation scrutée à la loupe

Les autorités redoublent de vigilance pour décourager le trafic des minerais. Pour ce faire, les coopératives minières ont signé un contrat de partage avec le gouvernement via le ministère en charge des mines. L'ordonnance du 22 juin 2022 inspirée des recommandations issues de la réunion susmentionnée précise les modalités d'extraction.

Le gouvernement prône le principe gagnant gagnant. L'article 8 stipule

que toute coopérative minière doit rétrocéder à l'Etat 30% de la production obtenue avant toute transaction commerciale. Dans la mesure du possible, la coopérative extractive devra communiquer la production de l'or aux services de l'Office Burundais des Mines et des Carrières (OBM), à l'administration locale, aux services de sécurité et de renseignement en vue de sa sécurisation depuis le site d'exploitation jusqu'à la BRB, le seul comptoir d'or.

Les exportations domestiques en chute libre

La balance commerciale reste déficitaire. Le taux de couverture des importations par les exportations reste relativement faible. Le

pays tire essentiellement les devises de l'exportation des produits domestiques (café, thé, minerais), de la coopération bilatérale sous forme d'appui aux projets de développement et de prêts. Cependant, le secteur minier détrône le café et le thé jusque-là considérés comme une manne du pays. En 2019, le pays a engrangé plus de 74 millions USD issues de la vente de divers minerais, notamment l'or, les minerais des 3T et les terres rares.

Selon les rapports de la BRB et de l'OBM, le secteur minier occupe la première place en ce qui est de la génération des recettes d'exportation devançant les produits traditionnels d'exportation, à savoir : le thé et le café. Le taux des exportations

du secteur minier par rapport aux exportations nationales est passé de 2,26% en 2014 à plus de 50% en 2017.

Vers la traçabilité des minerais ?

La suspension des activités minières et la volatilité des cours des matières premières affectent l'économie nationale. Le total des exportations du troisième trimestre de 2021 s'élève à 47,7 milliards de BIF contre 142,4 milliards de BIF au même trimestre de 2020. La chute des exportations est due principalement à la suspension des activités minières, surtout la non exportation du métal jaune.

Avec la reprise des activités minières, il faudra renforcer le contrôle pour aspirer à une exploitation rationnelle et efficiente des minerais. Les consultations se multiplient pour doter le pays d'outils efficaces de traçabilité des minerais. Du 13 au 16 septembre, les intervenants dans le secteur minier ont échangé autour de la stratégie proposée par Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) en matière d'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or. A l'issue de cet atelier, une feuille de route a été adoptée pour la mise en œuvre de ladite stratégie. Les experts recommandent également l'adhésion du Burundi à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Une plateforme qui promeut la gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières à l'échelle mondiale.

Benjamin Kuriyo

EDUCATION

Un centre régional multisectoriel dépourvu d'équipements

Plus de 400 mille jeunes diplômés sont au chômage selon une enquête réalisée par le ministère de l'Intérieur en septembre 2020. A l'initiative du Chef de l'Etat, un centre régional multisectoriel de reconversion professionnelle vient d'être inauguré à Karusi pour répondre à ce défi. Sauf qu'il n'est pas encore équipé

En marge de la deuxième édition du forum national tenue dans la commune Shombo de la province Karusi du 15 au 16 septembre 2022, le Chef de l'Etat a inauguré le Centre Régional Multisectoriel de Rusi. Ce centre se veut être un centre de formation technique et de reconversion professionnelle, selon Dr François Havyarimana, ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

Des travaux d'une valeur de 15 milliards de Fbu

D'une capacité d'accueil de 1080 personnes, ce centre a été construit en deux ans grâce aux fonds propres du gouvernement du Burundi à hauteur de 15 milliards de Fbu dont 12,5 milliards de Fbu pour la construction des infrastructures par l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement (OBUHA), 2 milliards de Fbu pour le raccordement en eau et en électricité par la Regideso et plus de 500 millions de Fbu pour la construction de la route reliant Rusi et la RN12. Erigé sur 12 hectares, il est constitué de 8 blocs d'ateliers, 3 dortoirs d'une capacité de 600 élèves, 3 blocs de salles de classe, 1 bloc de réfectoires et services, une salle poly-



Le Centre Régional Multisectoriel de Rusi a une capacité d'accueil de 1080 personnes avec un régime d'internat et d'externat.

valente, un bloc administratif, un bloc pour bibliothèque, etc. Le Centre organise un régime d'internat et d'externat.

Un défi de taille s'invite. Le centre n'est pas encore équipé. Le ministre de l'Education Nationale sollicite les appuis des partenaires au développement pour l'équiper. Evariste Ndayishimiye, Chef de l'Etat se réjouit de l'étape franchie déjà. « Personne ne s'attendait à ce que le gouvernement puisse s'offrir de telles infrastructures pour un montant

aussi minime ». Le but est de construire 4 autres centres selon les régions dont Kirundo pour le Nord, Cankuzo pour l'Est, Makamba pour le Sud et Bubanza pour l'Ouest. Les études sont déjà faites pour la construction de ces 4 centres, selon Jean Pierre Gatore, commissaire général de l'OBUHA

La genèse du centre

L'enquête du ministère de l'Intérieur réalisée en septembre

2020 a montré que plus de plus de 400 mille jeunes diplômés sont au chômage. Selon le chef de l'Etat, plus de 60% d'entre eux sont des jeunes sans profession. « Ils ont des diplômes, mais ils ne peuvent pas accéder au marché du travail suite à l'incompétence technique ». Le Chef de l'Etat s'en prend au système éducatif burundais qui ne permet pas d'acquérir des compétences techniques. « Nous avons étudié ayant pour seule vision d'être fonctionnaire de l'Etat. Il faut être clair tous les Burundais ne peuvent pas être embauchés à la fonction publique ». Evariste Ndayishimiye est on ne peut plus être clair là-dessus : « Il est nécessaire de se tourner vers des formations techniques, l'apprentissage des métiers ».

Pour le ministre de l'Education Nationale, ce centre veut développer des programmes de formation, de perfectionnement et de reconversion professionnelle mieux adaptés aux besoins spécifiques du pays en main d'œuvre qualifiée et assurer l'enseignement technique et la formation professionnelle et aux métiers à tous les niveaux.

Quelles formations seront dispensées dans ce centre ?

Les premiers bénéficiaires de ce centre sont les jeunes diplômés chômeurs en l'occurrence les lauréats de l'enseignement post fondamental général, pédagogique et technique.

Les formations porteront sur plusieurs filières et seront modulaires. Pour chaque filière, l'achèvement d'un module sera sanctionné par un certificat tandis que la formation

complète totalisant 120 crédits sera sanctionnée par un Brevet de Technicien Supérieur (BTS), informe Dr Havyarimana.

Dans un premier temps, le centre se focalisera sur les filières de production végétale avec des modules comme la gestion agronomique des principales cultures vivrières et industrielles tropicales, la production, la multiplication, la certification et la conservation des semences et des plants ainsi que la culture des champignons comestibles.

Il y aura également la filière Transformation des produits agricoles avec des modules de formation comme la technologie des fruits et légumes, la technologie des huiles, la technologie des céréales, etc. En troisième lieu, il y aura la filière Formation pastorale avec les modules : Bovin, Cuniculture, Petits ruminants, Porciculture, Aviculture et Pisciculture. En outre, le centre disposera de la filière Gestion des coopératives. Il y aura enfin la filière Technologique avec 3 options dont l'électricité, l'électromécanique, l'automobile et le motocycle.

Les filières de formation, les conditions d'admission, la durée de la formation et les titres à délivrer à la fin de la formation seront définis par une ordonnance ministérielle en conformité avec le Cadre National de Qualification et de Certification. Au niveau du ministère en charge de l'Education, on n'a pas eu de réponses à la question de savoir si le Burundi dispose de ressources humaines compétentes pour donner ces formations.

Bruce Habarugira

Burundi : Bientôt un stade de football homologué ?

La Fédération de Football du Burundi (FFB) a annoncé que le stade Intwari va être rénové d'ici huit mois pour remplir les normes exigées par la CAF et la FIFA. En conséquence, il pourra de nouveau accueillir les matchs internationaux. Mais les normes des stades exigées par la FIFA sont nombreuses et doivent être scrupuleusement respectées



Selon la FFB, le stade Intwari va être rénové pour répondre aux exigences de la CAF et de la FIFA d'ici huit mois. (Photo : Yaga)

Mardi le 20 septembre 2022, s'est tenue à Bujumbura une réunion pour étudier comment le stade Intwari pourrait être rénové. Ont participé à cette réunion le ministère en chargé du sport, un ingénieur qui est en train d'élaborer le plan du stade Intwari, la FFB et son «président d'honneur» Révérien Ndikuriyo. Le consensus veut que dans une semaine le devis nécessaire pour rénover le stade en question soit dévoilé par une commission déjà mise en place pour cet effet. Après quoi, les travaux de rénovation démarreront pour s'achever dans huit mois. L'objectif principal est que le stade Intwari puisse remplir les normes internationales en vue d'être homologué par les institutions habilitées, la CAF ou la FIFA. En conséquence, les matchs internationaux pourront se jouer encore sur le sol burundais. Cela a été annoncé par Arcade Nimubona, premier vice-président de la FFB.

Comment on en est arrivé là ?

En mars 2021, la Confédération Af-

ricaine de Football (CAF) a suspendu les deux stades importants du Burundi, à savoir : le stade Intwari et le stade Urukundo de Ngozi. La raison est que ces infrastructures ne remplissent pas les normes de la CAF et de la FIFA pour accueillir les compétitions internationales.

Depuis lors, les matchs internationaux que les Burundi est censé accueillir se jouent à l'étranger, généralement en Tanzanie. A titre illustratif, aucun des deux premiers matchs

joués en juin 2022 comptant pour les éliminatoires de la CAN 2023 contre la Namibie et le Cameroun, ne s'est joué sur le sol burundais. Le 9 juin 2022, le Burundi était supposé accueillir le match qui l'opposait au Cameroun, mais il s'est déroulé au Benjamin Mkapa Stadium (Tanzanie). Par conséquent, le Burundi a dû payer 20 millions de shillings, environ 9500 USD à la Tanzanie pour lui avoir prêté un terrain de jeu. Même les clubs qui représentent le Burundi dans les compéti-

tions africaines comme la Ligue des champions et la coupe de la Confédération jouent tous leurs matchs à l'étranger. La raison est qu'aucun stade burundais n'est homologué par les institutions habilitées.

Les normes des stades exigées par la FIFA sont contraignantes

Un stade qui remplit les normes internationales doit avoir une capac-

ité d'au moins 10 000 assises, et ces derniers doivent être numérotés. En plus, il doit être doté d'un accès et de places adaptées aux spectateurs handicapés. Le terrain doit être équipé d'un système de drainage ainsi que d'un système d'éclairage. Ce qui est important pour la couverture audiovisuelle des matchs en haute définition.

Un stade remplissant les normes de la FIFA comporte deux vestiaires équipés chacun de 5 douches, de 5 toilettes individuelles, de sièges et casiers pour 25 joueurs. Il doit avoir également une table de massage, un tableau tactile, de l'eau chaude et froide et une bonne ventilation ou climatisation.

Le stade doit garantir un accès direct, privé et sécurisé pour les équipes et les arbitres, de leurs vestiaires jusqu'au terrain de jeu. Il doit avoir une salle de réunion devant accueillir au moins 20 personnes. Une infirmerie pour les joueurs et une autre pour les officiels, dotées de matériels bien déterminés sont également exigées.

Le stade doit avoir également une salle de conférence de presse équipée d'une plateforme pour caméra, d'une estrade, d'un système de sonorisation et d'au moins 50 sièges. La liste des exigences de la FIFA n'est pas exhaustive. Pourtant, compte tenu de l'état actuel du stade Intwari et d'autres stades du Burundi, le cœur de l'Afrique a encore du pain sur la planche pour accueillir les compétitions internationales.

Gilbert Nkurunziza

PUBLICITE

Jibu : Une solution au quotidien



Dans leur action préservatrice de l'environnement, Jibu utilise des bouteilles réutilisables (20L, 18.9L, 5L) conçues dans le simple but d'améliorer la santé des consommateurs et la protection de la planète.

La Jibu de 5L vous permettra de faire des économies car son eau ne coûte que 2000 fbu seulement et ainsi vous prendrez soin de votre santé à moindre coût !

Le fait de boire 2 à 2.5L d'eau par jour, vous évitera des problèmes de constipation, d'infections urinaires et bien d'autres maladies.

De plus, vous aurez un teint éclatant naturellement, un cuir chevelu en bonne santé car l'eau joue un rôle important dans l'élimination des toxines et dans le maintien d'une meilleure santé !

Jibu a ajouté dans sa gamme de bouteilles une gourde en aluminium de 1L. Cette gourde vous permettra d'apporter de l'eau où que vous alliez, d'éviter de jeter des plastiques en cours de route et d'économiser.

PAEEJ, FIGA, ABEJ, BIJE, des programmes qui vont gagner le pari ?

Le chômage des jeunes est une réalité au Burundi. En 2016, il était en milieu rural de 55,2% contre 65,4% en milieu urbain selon le Consortium ADISCO et REJA. Pour faire face à ce défi, le gouvernement du Burundi a mis en place des programmes pour soutenir l'emploi des jeunes dont le PAEEJ, le FIGA, l'ABEJ ... Mais quelle est l'efficacité de ces programmes ?

Dans un Burundi d'à peu près 12 millions d'habitants, les jeunes représentent plus de 60%. Le dernier recensement national de la population (2008) montre que plus de 66% de la population a moins de 35 ans.

Une étude réalisée en 2016 par le Consortium ADISCO et REJA montre que le chômage des jeunes en milieu rural est de 55,2% contre 65,4% en milieu urbain. De quoi s'inquiéter. Face à ce sérieux problème, le gouvernement a mis en place et a renforcé des programmes visant l'autonomisation économique des jeunes. Il s'agit entre autres du Programme d'Autonomisation Economique et de l'Emploi des Jeunes (PAEEJ) mis en place en avril 2021. Le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA) opérationnel depuis février 2021. L'Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes (ABEJ) mise en place en 2010. Il y a également la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) opérationnelle depuis 2021.

Une année après, quel bilan pour le PAEEJ ?

En marge de la deuxième édition du forum national des jeunes intellectuels tenu du 15 au 16 septembre dans la commune Shombo de la province Karusi, les représentants de ces organisations ont brossé la situation de leurs réalisations.

Visant l'autonomisation des jeunes, le PAEEJ dispose d'un budget de 48 milliards de FBu pour une période de 4 ans (2021-2025). Une année après, pour la première catégorie des coopératives collinaires, sur 6000 prévus, 866 projets de coopératives sont déjà encadrés par le PAEEJ. 213 projets sont déjà financés. 653 projets sont en instance de financement, informe Dr Désiré Manirakiza, coordonnateur national du PAEEJ.

Pour la deuxième catégorie concernant les petites et moyennes entreprises, sur 1000 PME prévues, 375 projets sont retenus et en cours de financement dont 47 projets déposés en ligne et 328 projets issus du concours national des projets innovants. Pour la troisième catégorie qui concerne les projets des jeunes entrepreneurs à succès, 3 des 29 projets déposés en ligne sont déjà financés. « Les 26 qui restent sont en instance de financement ». Cela sur 200 projets prévus.

Sur le volet « formation et renforcement des capacités », 18 609 jeunes ont été formés dont 8 382 femmes et 10 222 hommes sur l'agri-élevage, la pisciculture, la photographie, les métiers divers, etc. 8 659 jeunes ont été sensibilisés dont 4 845 hommes et 3 814 femmes sur le changement de mentalités sur 50 mille jeunes prévus « Un nombre inconnu de jeunes ont été sensibilisés indirectement via les radios, les réseaux sociaux et sur les autres plateformes de communication », ajoute le coordonnateur du PAEEJ. Après une année, 13 milliards de FBu du budget y alloué sont déjà consommés, soit 33,3 %



Plus de 60% de la population burundaise sont des jeunes. Selon le Consortium ADISCO et REJA, le chômage des jeunes en milieu rural est de 55,2% contre 65,4% en milieu urbain. (Photo : Ntare House)

Quid des autres programmes ?

Depuis 2010, plus de 5000 mille jeunes ont bénéficié de stages de premier emploi via l'Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes. Parmi eux, 230 ont été embauchés après le stage, rapporte Vital Niyungeko, directeur de l'ABEJ avant de signaler que 3000 autres jeunes ont été formés sur la culture entrepreneuriale.

Depuis 2021 jusqu'à fin août 2022 le montant des crédits déjà garantis accordés aux projets des jeunes par le FIGA s'élève à plus de 2 milliards de FBu sur 4 milliards de FBu prévus sur le fonds de garantie de portefeuille dédié aux jeunes. 304 coopératives et 7 220 jeunes ont bénéficié de ces fonds.

Depuis sa création, la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) a déjà décaissé un montant de 2 milliards de FBu dont plus de 1 milliard de FBu dédiés à l'agriculture et 600 millions de FBu dédiés à l'artisanat.

Des jeunes qui ne sont pas encore au courant de ces programmes

Certains jeunes rencontrés dans la province de Karusi ignorent l'existence de ces programmes visant l'autonomisation des jeunes. C'est le cas notamment du jeune Alexis Ndayishimiye. Il affirme ne pas être au courant de l'existence du programme PAEEJ ou de la BIJE. Jeannine Nduwimana est un agent du service de transfert mobile d'argent. Elle précise qu'elle n'a jamais rencontré un agent du PAEEJ pour d'éventuelles sensibilisations. Travaillant pour le compte de son patron, elle indique qu'elle pourrait démarrer son propre business en cas de soutien.

Néanmoins, le coordonnateur du PAEEJ informe que ce programme est déjà présent dans toutes les provinces. A part les sensibilisations sur place, des communications sont faites via les radios et les autres plateformes de communication digitale.

Encore plus, selon Dr Désiré Manirakiza, 119 coaches sont présents dans toutes les communes du pays pour sensibiliser les jeunes. Et de rassurer : « Étant donné que toutes les structures du PAEEJ sont aujourd'hui en place, la deuxième année sera sans doute celle du déploiement effectif du PAEEJ »

Le décaissement tardif des fonds par les banques, un défi

Le retard dans le décaissement des fonds par les banques partenaires du PAEEJ est un défi de taille auquel font face les jeunes ayant déjà bénéficié des financements de ce programme. Jean Paul Nshimirimana est un jeune entrepreneur dans l'agro-business dans la province de Kirundo. Il œuvre dans le domaine de l'élevage des poules. Figurant parmi les bénéficiaires du PAEEJ, il indique qu'après la signature des conventions de financement avec le PAEEJ, les banques partenaires de ce programme ont traîné les pieds dans le décaissement des fonds. C'est le cas de la Banque Nationale

de Développement Economique (BNDE). « Il m'a fallu attendre plus de deux mois pour bénéficier des premiers fonds. Les banques partenaires du PAEEJ exigent beaucoup de documents additionnels alors qu'on a déjà signé des conventions avec le PAEEJ et cela fait qu'il y ait un ralentissement dans le décaissement des fonds ». Les banques doivent également effectuer des visites sur terrain pour se rendre compte des réalisations antérieures. Cette banque devra analyser de nouveau le projet alors qu'il a été déjà analysé par le PAEEJ. Jusqu'au processus de signature de conventions avec la banque, Nshimirimana dit qu'il était obligé de faire beaucoup de déplacements vers Bujumbura en provenance de Kirundo. « Depuis juin, j'ai reçu la première tranche de crédit en septembre. Vous trouverez que cela constitue une perte pour les entrepreneurs ».

L'avis est de même pour Renaud Niyonkeza, directeur général de Kazoza FM. La coopérative propriétaire de cette radio et bénéficiaire des fonds du PAEEJ indique qu'il lui a fallu attendre beaucoup de temps pour avoir les financements. Il appelle les banques partenaires de ce programme à minimiser les exigences afin de réduire le long processus de décaissement des fonds.

Le coordonnateur national du PAEEJ informe que des solutions ont été déjà proposées. « Il y avait des conventions signées que les banques n'avaient pas respectées, mais on s'est convenu de les respecter ». En cas normal, un dossier ne devrait pas dépasser 10 jours dans les banques, mais au début, ça a traîné parce que le programme est nouveau pour les banques. La diversification des banques partenaires est également une autre solution. Les banques partenaires du PAEEJ sont actuellement la BIJE, la BNDE, la Banque d'Investissement des Femmes (BIDF), la BCCI et la FENA-COBU.

Un organe de coordination de tous les intervenants dans le domaine, plus qu'une nécessité

Lors d'une réunion du Président de la République avec les partenaires intervenant pour le bien-être de la jeunesse, des inquiétudes ont été soulevées sur la multitude des programmes intervenant pour la jeunesse. Vu que les domaines dans lesquels les jeunes investissent sont importants pour le développement du pays, John Agbor, représentant de l'Unicef au Burundi indique que ces projets permettraient de relever l'économie du pays s'ils étaient parfaitement mis en œuvre.

Ils ont proposé qu'il y ait un organe de coordination des activités de tous les partenaires intervenant pour le bien-être des jeunes. Pour Dr François Havyarimana, ministre de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, cet organe de coordination devra être au courant des appuis de toutes les organisations et devra faire le suivi des interventions faites en faveur de la jeunesse et assurer même l'encadrement de la jeunesse après les projets des organisations.

Pour rappel, les financements du PAEEJ seront remboursés à des taux d'intérêt de 3% pour les PME et 7% pour les entrepreneurs déjà opérationnels au moment de l'acquisition des fonds. Pour la catégorie des coopératives collinaires, les fonds seront remboursés à un taux d'intérêt de 0%.

Bruce Habarugira



Certains jeunes rencontrés dans la province de Karusi ignorent l'existence des programmes visant l'autonomisation des jeunes.

MV Amani, attendu pour accostage au port de Bujumbura d'ici 3 mois

Le grand bateau MV Amani parmi ceux navigants sur le lac Tanganyika est attendu sur le port de Bujumbura dans 3 mois. Cela est confirmé par la direction commerciale de Global Port Services qui prépare l'accostage dudit bateau. Les transporteurs internationaux du burundais saluent cette nouvelle, car le bateau transportera à la fois les personnes et les marchandises

mesure 90 mètres de longueur et 40 mètres de largeur.

Il dispose de trois étages avec 60 chambres de luxe, des restaurants et des espaces VIP. MV Amani a une capacité maximale d'environ 3 000 passagers et peut transporter 4 000 à 5 000 tonnes de marchandises.

Pour M.Nsengiyumva, les navettes du bateau MV Amani au port de Bujumbura dépendront du nombre de passagers et du tonnage des marchandises à transporter obtenus par semaine ou par mois.

Et de marteler : « Compte tenu des prévisions habituelles et en fonction de sa capacité, on peut estimer une fois par trimestre son passage au port de Bujumbura ».

Une solution au manque de paquebots

Eric Ntangaro, secrétaire exécutif de l'Association des Transporteurs Internationaux du Burundi (ATIB) reconnaît le manque de paquebots sur le lac Tanganyika.

«Si Global Port Services et la direction de MV Amani parviennent à s'étendre sur l'accostage de ce bateau au port de Bujumbura, cela déclenchera le début du transport des personnes via le port de Bujumbura», se réjouit-il.

Selon Janvier Nsengiyumva, directeur commercial de Global Port Services, la direction commerciale de Global Port Services et la direction de MV Amani ont déjà préparé l'accostage de ce bateau au port de Bujumbura.

« Nous attendons l'accostage du MV Amani au port de Bujumbura juste après la fin des travaux de dragage du bassin portuaire prévue dans trois mois. Cela dans le cadre du projet de réhabilitation et de modernisation du port en cours. Après ces travaux, le tirant d'eau permettra à ce bateau d'accoster facilement », tranquillise M.Nsengiyumva.

Ce bateau opère déjà au port de Kalemie en République Démocratique du Congo (RDC), au port de Kigoma en Tanzanie...il y a de cela 3 ans. Construit par l'entreprise Carrière du Congo (CDC), MV Amani



Le bateau MV Amani est attendu au port de Bujumbura dans trois mois.

Et de signaler : « Pour aller en Zambie par exemple, les voyageurs devraient passer en Tanzanie ou en RDC par voie routière. Ils subissent des tracasseries au cours de leurs voyages et surtout dans les procédures pour traverser les frontières. Avec MV Amani, les voyageurs vont faire les formalités administratives à l'entrée et à la sortie. Ce qui permettra de gagner du temps. Le coût du voyage sera réduit, car il ne s'agira plus de faire des contours ».

Par ailleurs, continue M.Ntangaro, MV Amani désengorgera la flotte qui navigue sur le lac Tanganyika. Ce qui développera le transport des marchandises sur le Lac Tanganyika. Quant à ce qui est de l'accostage, il rappelle que cela va de pair avec le dragage du bassin portuaire. Pourtant, cela fait plus de 10 ans que le bassin portuaire du port de Bujumbura n'est pas dragué. Toutefois, il rassure que les travaux en cours au port de Bujumbura incluront le dragage de ce bassin portuaire.

La flotte burundaise a une capacité de plus de 9000 tonnes. Deux bateaux ont déjà chaviré, soit Byamwezi d'une capacité de 1500 tonnes et Bihanga d'une capacité de 600 tonnes. Un autre bateau est en construction sur le chantier naval de Kabezi. Sa capacité est estimée à 1600 tonnes.

Mélance Maniragaba

GOUVERNANCE

La transparence avant tout

Les nouveaux membres du gouvernement doivent en guise de redevabilité respecter la constitution et les autres lois qui en découlent. De même ils doivent faire tout leur possible pour instaurer la bonne gouvernance. Et cela n'est possible que si et seulement s'ils mettent en avant les principes de transparence dans la gestion efficace et la redistribution équitable de la chose publique. Ce sont les propos de Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME)



Gabriel Rufyiri, président de L'OLUCOME. « Le trajet vers un Burundi de rêve tel que conçu par le Plan National de Développement (PND 2018-2027) ne peut en aucun cas laisser de côté le respect de la Constitution et des autres lois qui en découlent ».

Les nouveaux membres du gouvernement du Burundi disposent de tout ce qui est nécessaire pour satisfaire les attentes de la population Burundaise. Ils ont notamment la constitution à leur disposition et ils doivent veiller à l'instauration de la Bonne gouvernance dans tous les secteurs de la vie nationale. Le développement économique du pays ne fait que suivre. Cela a été mentionné par Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME dans un point de presse qu'il a animé lundi le 19 septembre 2022.

Selon lui, cela n'est possible que si et seulement si le gouvernement met en avant les principes de transparence dans la gestion efficace et la redistribution équitable de la chose publique.

La déclaration des biens et du patrimoine est primordiale

M. Rufyiri a fait savoir que le trajet vers un Burundi de rêve tel que conçu par le Plan National de Développement (PND 2018-2027)

ne peut en aucun cas laisser de côté le respect de la Constitution et des autres lois qui en découlent. Il a appelé les nouveaux membres du gouvernement à promouvoir la transparence, à commencer par la déclaration des biens et du patrimoine comme le prévoit la constitution burundaise.

Il a cité notamment l'article 95 de la constitution du Burundi du 7 juin 2018 qui stipule que : « Lors de leur entrée en fonction et à la fin de celle-ci, le Président de la République, le premier ministre et les membres du Gouvernement sont tenus de faire sur leur honneur une déclaration écrite de leurs biens et

de leurs patrimoines adressés à la Cour Suprême ».

De même, l'article 29 de la loi numéro 1/12 portant mesure de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes adoptée le 18 avril 2006 stipule que : « Dans un délai n'excédant pas quinze jours à partir de leur entrée en fonction, le Président de la République, le vice-président de la République, le premier ministre, les membres du gouvernement, les membres des bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat sont tenus de déposer à la chambre judiciaire de la Cour Suprême une déclaration certifiée sur l'honneur

exacte et sincère de leurs biens et patrimoines ainsi que ceux de leurs conjoints et enfants mineurs qu'ils soient propriétaires, usagers ou détenteurs habituels. Une déclaration conforme aux dispositions qui précèdent est déposée auprès de la même juridiction dans le mois suivant la suspension, l'interruption ou la fin de leurs fonctions »

Les mandataires publics sont interdits de faire le commerce

Gabriel Rufyiri a également rappelé que la constitution du Burundi interdit à tout mandataire public

d'exercer une activité commerciale. « Il est interdit à tout agent ou mandataire public d'exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit », stipule l'article 12 alinéa 1er du Décret-loi No 1/03 du 31 janvier 1989 fixant le régime des incompatibilités attachées aux fonctions d'agent ou mandataire public et les modalités du contrôle de l'origine licite de leurs biens.

M. Rufyiri appelle la cellule nationale du renseignement financier à bien faire son travail. Cette cellule a pour objectifs entre autres la lutte contre tout blanchiment des capitaux et la promotion de la transparence financière. Il regrette cependant que cette cellule soit dirigée par le directeur général de l'autorité de régulation des marchés publics.

L'apport des réformes profondes est primordial

Pour M. Rufyiri, il faut que tous les discours du Président de la République soient accompagnés par des actes concrets à travers des documents de politique minutieusement étudiés par les experts. Ces derniers pourront aider dans l'engagement des réformes profondes pouvant développer notre pays. Il a donné à titre d'exemple les réformes fiscales de 2009 qui ont donné naissance à l'actuelle OBR. A cette époque, il était constitué par la douane, les impôts et un service de recettes administratives. Le gouvernement à travers le Trade mark East Africa a commandité une étude à un expert irlandais qui a mis en place des textes, mais aussi des institutions capables de rentabiliser le système fiscal. Ces réformes ont permis à l'OBR de passer des recettes de 400 milliards de FBu par an à 1090 milliards de FBu par an.

Florence Inyabuntu

Insuffisance des engrais de la société Fomi Les agriculteurs sacrifiés

L'insuffisance des engrais fabriqués par la société Fomi reste un casse-tête pour les agriculteurs. Sur 50 000 tonnes d'engrais dont les agriculteurs ont besoin, seulement 17 000 tonnes sont disponibles pour la saison culturale A qui s'annonce. Et le gouvernement ne compte plus procéder à l'importation de cette denrée rare

La quantité des engrais Imbura, Totahaza, Bagara et dolomie déjà distribuée aux agriculteurs pour se préparer à la saison culturale A reste insatisfaisante. Elle est actuellement inférieure à 23%, indique Hérménegilde Manyange, directeur général adjoint de la société Fomi. Sur 50 000 tonnes commandées, la Fomi a déjà produit 17 000 tonnes. Seulement, elle dispose de 13 700 tonnes de matières premières qui peuvent générer 27 400 tonnes d'engrais dans presque deux mois et demi. Cela a été évoqué samedi le 16 novembre 2022 lorsque le premier ministre Gervais Ndirakobuca a organisé une réunion à l'endroit des administratifs et des représentants de la société Fomi dans le cadre de l'évaluation de l'état d'avancement des préparatifs de la saison culturale A en cours ainsi que l'état des lieux de l'approvisionnement en semences et en intrants de la société Fomi.

Pour remédier à cela, Manyange signale que Fomi est en train de faire une extension de son usine et que



Sanctus Niragira, ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (à gauche) : « Vu les quantités d'engrais disponibles, il précise que le constat est qu'il y aura des retards dans la distribution des engrais aux agriculteurs lors de la saison culturale A qui s'annonce déjà ».

dans 6 mois cette nouvelle partie produira 200 000 tonnes d'engrais par an. Par après, il y aura une autre extension à Bukemba dans la province de Rutana.

Le Premier ministre Gervais Ndirakobuca demande à Fomi de disponibiliser pour les agriculteurs des provinces Cibitoke, Bubanza

et Bujumbura le plus rapidement possible les engrais qu'ils n'ont pas bénéficié dans la saison culturale C alors qu'ils ont déjà payé l'argent et qu'ils disposent même de bons de commandes. De plus, il demande aux administratifs de combattre la spéculation qui se remarque dans la distribution des engrais.

Il y aura un retard dans la distribution des engrais

Dans une descente effectuée par les ministres en charge de l'agriculture et du développement communautaire lundi le 19 septembre 2022 à la société Fomi, Sanctus Niragira, ministre de l'Environnement,

de l'Agriculture et de l'Elevage ne tourne pas autour du pot. Vu les quantités d'engrais disponibles, il précise que le constat est qu'il y aura des retards dans la distribution des engrais aux agriculteurs lors de la saison culturale A qui s'annonce déjà. Pour dire que les agriculteurs qui sont estimés à plus de 90% de la population sont sacrifiés, car il a indiqué que le gouvernement ne compte même plus importer les engrais fabriqués ailleurs. Seulement, il demande à la société Fomi de redoubler d'efforts pour produire plus d'engrais afin d'essayer de satisfaire la demande.

Signalons que les agriculteurs font savoir que le retard enregistré dans la livraison des engrais affecte la production du riz. Ce sont à titre illustratif les riziculteurs regroupés dans la coopérative Abajamugambi de la commune Rugombo. Ils alertent en arguant que la récolte du riz a été mauvaise parce qu'ils ont reçu l'engrais tardivement. D'ailleurs, certains parmi eux n'avaient pas encore récupéré l'engrais commandé au début de la saison culturale B le jour de notre visite. Un de ces agriculteurs déplore le fait qu'on peut offrir à un agriculteur qui a labouré 2 ou 3 hectares seulement 50 kg d'engrais. Ces agriculteurs demandent à l'Etat d'évaluer la perte causée par le retard de livraison de l'engrais organo-minéral.

Jean Marie Vianney Niyongabo

GENRE

Un cœur charitable dans un corps avec handicap

Une bonne partie des personnes vivant avec un handicap au Burundi baignent dans une misère sans nom. Certains d'entre eux prennent leur handicap comme une cause noble pour mendier. D'autres par contre parviennent à se créer des activités génératrices de revenus et contribuent ainsi au développement de la société. Thacienne Ngirabagenzi nous partage son témoignage

Thacienne Ngirabagenzi vit avec un handicap des jambes. Un handicap qu'elle n'avait pas à la naissance, mais qu'elle a subi au bas âge. Elle est la benjamine dans une fratrie de sept enfants. La plupart des burundais vivant avec un handicap, surtout les filles ont peu de chance de mettre leurs pieds à l'école. Ngirabagenzi, elle, a eu la chance d'être mis sur le banc de l'école comme ses paires bien portantes.

Dans sa vie scolaire, elle subissait des contraintes liées à son handicap. Elle a pu y faire face grâce au soutien de sa famille et à sa détermination. Après l'école primaire, elle a été admise au centre des handicapés de Kiganda dans la province de Muramvya. Elle a ainsi eu l'opportunité d'apprendre le métier de couture.

A la recherche de sa dignité

Ngirabagenzi n'a pas eu la chance de continuer les études faute de moyens financiers. Elle a donc décidé de venir à Bujumbura pour chercher un emploi, même si ce n'était pas la



Thacienne Ngirabagenzi : « Je souhaitais énormément avoir ma propre entreprise et ainsi avoir la possibilité d'aider les autres. Je désirais beaucoup être celle à qui les autres demandent services et pas forcément le contraire ».

voie la plus facile. L'envie d'être sa propre patronne était ardente depuis son jeune âge. Cela était pour elle sa vraie dignité. « Je souhaitais énormément avoir ma propre entreprise et ainsi avoir la possibilité d'aider les autres. Je désirais beaucoup être celle à qui les autres demandent services et pas forcément le contraire », témoigne-t-elle.

Dans cette lutte pour son autonomisation, Ngirabagenzi a rencontré mille et un défis entre autres le manque de moyens tant financiers que matériels, mais aussi la méfiance de certaines de ses clients. « Ce n'est pas toujours facile de se lancer dans un tel métier pour une personne vivant avec un handicap. Ce n'est pas tout le monde qui peut te faire confiance. Mais cela ne te décourage pas lorsque tu sais ce que tu veux », confie-t-elle.

Vouloir c'est pouvoir

Ce courage d'avancer sur un long chemin plein d'embûches l'a amené à un pas satisfaisant. Aujourd'hui, elle possède un atelier de couture sis au quartier Jabe en mairie de Bujumbura qui lui permet de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Sa prière de pouvoir être utile aux autres personnes a été exaucée. Aujourd'hui, elle a une équipe qu'elle initie à ce métier de couture. Sa plus grande fierté comme elle le témoigne est de se voir entraîner de dispenser ses connaissances aux autres, que ce soient ceux vivant avec un handicap ou non.

Elle reconnaît l'effort du gouvernement pour assurer le bien-être des personnes vivant avec un handicap, mais également elle a quelques doléances. « Malgré notre

travail, une bonne partie de notre gain est dépensée dans le transport. Parce que là où les autres peuvent marcher à pied, ce n'est pas toujours possible pour nous », regrette-t-elle. L'accès aux bus ne facilite pas la tâche aux personnes vivant avec un handicap. Elle propose que la convention que le Burundi a signé en 2018 soit mis en application.

Le handicap n'est pas une fatalité

Certaines personnes vivant avec un handicap pensent qu'être handicapé est une excuse pour mendier. Pour elle, si une personne n'est pas handicapée psychologiquement, sa dignité se trouve dans le fait de travailler et de subvenir à ses besoins.

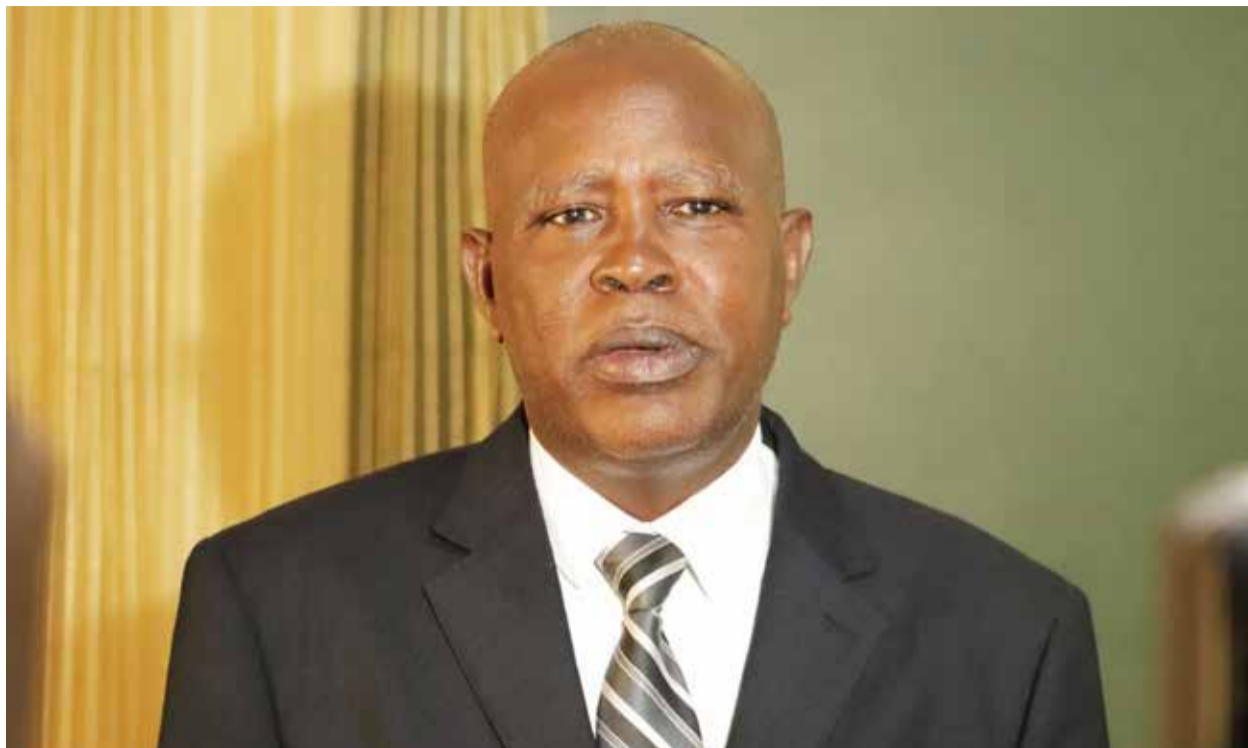
Elle regrette que certains parents discriminent leurs enfants vivant avec un handicap et que cela affecte malheureusement toute leur vie. « Une famille ayant des enfants vivant avec un handicap a un grand rôle à jouer pour le bien-être de ceux-ci si l'enfant handicapé est discriminé à la maison, de même l'entourage le discriminer. Mais s'il est valorisé à la maison, rien n'empêche qu'il soit valorisé dans la société », fait-elle savoir.

« N'eût été le soutien de ma famille, je n'aurais pas franchi ce pas malgré la bonne volonté de vouloir me développer financièrement », ajoute-t-elle. Elle conseille cependant les parents ayant des enfants vivant avec un handicap à les soutenir et à les pousser vers l'avant.

Florence Inyabuntu

Le langage chosifiant, un frein à la construction d'une société bâtie autour des valeurs

Le langage chosifiant est l'un des caractéristiques d'une société qui se dégringole. Dans la chronique sur les messages de la haine de cette semaine, Burundi-Eco revient sur la chosification des membres des différents groupes ou d'opinions, ses causes et les conséquences qui en découlent, mais surtout sur comment déconstruire ce genre de langage



Evariste Ngayimpinda, professeur d'université : « L'homme est naturellement porté vers le vice. Pour lui épargner le vice, il faut mettre des garde-fous ».

La chosification de l'autre est un comportement fréquent dans les sociétés conflictuelles. Il consiste à la présentation de l'autre comme ne lui étant pas semblable, mais plutôt comme une autre créature méprisante à qui on peut refuser tous les droits au nom de la différence. C'est une différence inculquée qui n'est pas une différence réelle. Quand bien même la différence il y en aurait, il n'y a pas une différence qui puisse inspirer la chosification.

Comme l'explique Evariste Ngayimpinda, professeur d'université, chosifier l'autre c'est le présenter négativement différent et, à ce titre, il mérite tous les traitements qu'on peut être tenté de lui infliger par exemple lui refuser ses droits. La chosification parvient à en faire un citoyen de seconde zone parce que les gens le considèrent comme une espèce d'exécutoire populaire, un bouc émissaire de toutes les mauvaises situations qu'une société serait en train de vivre.

La sortie de crises, un terrain favorable aux messages chosifiants

L'universitaire explique que les contextes qui favorisent le langage chosifiant sont généralement des contextes de marasme politique ou de marasme économique. Et ce sont généralement des contextes de sorties de crises. Les régimes politiques

révolutionnaires restent pendant longtemps prisonnières de leur histoire. Il fait savoir que pour se légitimer ou de se faire accepter, elles font recours à l'intimidation ou à la manipulation. Et ce mécanisme est généralement dirigé contre celui qui est différent de soi. Celui qui est différent de soi, c'est l'opposant politique, un membre d'une organisation qui serait tentée d'emprunter une voie différente qui ne s'inscrit

pas dans la dynamique de sortie de crises.

Les conséquences sont loin d'être positives

Cependant, les conséquences de la chosification sur la société sont loin d'être positives. Le professeur Ngayimpinda explique que quand on fait sauter les valeurs, il y a toujours des conséquences parce que toutes

les sociétés du monde sont bâties autour des valeurs. « Quand vous refusez les valeurs, vous refusez tous les repères. Et une société sans repères est une société qui est vouée à l'échec », fait-il savoir.

Quand on prend le risque de marginaliser les repères, il sera par après difficile de les reconstituer et de les imposer. Plus encore, une société sans repères se donne de faux repères. Et dans ce genre de situation, la parole est donnée à des gens qui n'ont rien à perdre en imposant les mauvais repères. « Il y a toujours des groupes marginaux qui sont prêts à exploiter ce créneau pour leur propre intérêt », dit-il. Et, le professeur Ngayimpinda ajoute encore une fois que cela arrive dans les sociétés post-confliktuelles.

La stratégie pour lutter contre ce genre de langage chosifiant, c'est prôner des valeurs positives. Pour Pr Ngayimpinda, cela prend du temps à s'installer et à s'implanter. Il ajoute qu'une société a toujours besoin de vrais repères. Si on ne l'éduque pas dans cette optique, on risque de créer une situation incontrôlable. « L'homme est naturellement porté vers le vice. Pour lui épargner le vice, il faut mettre des garde-fous ». Et d'ajouter que les garde-fous sont moraux, mais aussi juridiques. « Les sociétés qui ont réussi sur le terrain de la valorisation des repères sont celles qui ont pu mettre à contribution les ressources offertes par ces derniers », lance-t-il.

Dona Fabiola Ruzagiriza

ECONOMIE

Les économies africaines durement touchées par la crise ukrainienne

Au début de cette semaine, les parlementaires des pays africains et du monde arabe étaient réunis en conclave pour échanger autour des effets de la double crise sur les économies arabo-africaines. Les exportations chutent alors que les besoins d'importation des hydrocarbures, des denrées alimentaires et d'autres produits de base restent importants. Des recommandations ont été formulées afin de rendre les économies plus résilientes aux chocs extérieurs



Les effets de la crise se font sentir surtout avec l'augmentation des prix des produits importés.

Les travaux de la 9ème réunion de concertation de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) ont pris fin ce mardi 20 septembre 2022. Il était question d'échanger autour des effets et des répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les économies arabo-africaines et la réponse des gouvernements

Dans sa présentation, Pr Léonidas Ndayizeye, expert en économie et enseignant à l'université du Burundi a passé en revue les répercussions économiques de la double crise due à la pandémie de Covid-19 et à la guerre meurtrière qui oppose la Russie à l'Ukraine. Il a essayé de relever l'impact de ces deux crises sur les économies arabo-africaines.

Un ralentissement de l'activité économique mondiale

La pandémie de Covid-19 a entraîné sur son passage des pertes en vies humaines et d'énormes dégâts économiques. En matière d'échanges commerciaux, l'Afrique

entretient des liens commerciaux avec les pays durement affectés par la pandémie, en l'occurrence la Chine d'où est parti le coronavirus. En outre, les pays africains commercent avec les pays dits développés, eux aussi, touchés par la crise sanitaire, fait savoir Pr. Ndayizeye.

Ainsi, avec la suspension des vols internationaux, le confinement des populations et la fermeture des frontières terrestres et maritimes, le commerce mondial a été piégé. Concrètement, la pandémie de Coronavirus a provoqué le ralentissement de l'activité économique mondiale. Ce qui a fait chuter l'exportation des biens et des services africains, en particulier celle des produits de base dont le continent dépend beaucoup, explique l'expert en économie. Pour Dr Augustin Iyamuremye, président du sénat rwandais, le changement climatique rend le défi de la sécurité alimentaire plus difficile, car le régime des pluies dont dépend l'agriculture en Afrique a considérablement changé pour devenir imprévisible, mais aussi la désertification ne cesse de s'aggraver dans certaines régions. Certes la pandémie de Covid-19 et la crise

en Ukraine constituent un énorme fardeau supplémentaire auquel nos pays sont toujours confrontés, mais les solutions à ces défis sont connues et sont à la portée de l'Afrique. Il suffit de travailler davantage ensemble et de coordonner toutes les actions collectives mutuellement bénéfiques.

Le Burundi frappé de plein fouet

Le Burundi a connu une détérioration de sa balance commerciale. Les exportations domestiques ont connu une baisse sensible de 68,5 % au cours du second trimestre de 2020. Paradoxalement, les importations du pays ont augmenté dans l'ordre de 13%. Par conséquent, la gestion des dépenses publiques est remise en cause, analyse Pr Ndayizeye.

Les pays africains ont vu les recettes publiques et les réserves internationales baisser. Leur performance budgétaire et la viabilité de leur dette en pâtissent. Les pays du monde arabe ont vu leurs dettes exploser. Les déficits importants ont augmenté la dette publique (60% du

PIB), aggravant ainsi une situation d'endettement déjà vulnérable. Les deux parties du monde dépendent essentiellement des matières premières à exporter. Les pays devraient tirer des leçons pour adopter des politiques macroéconomiques afin de renforcer leur résilience face aux chocs extérieurs.

La crise ukrainienne ajoute le drame au drame

La crise russo-ukrainienne a mis le feu aux poudres. Déjà, cette crise est venue avec un paquet de défis supplémentaires. Elle a provoqué notamment des crises alimentaires, énergétiques et financières qui dictent le quotidien des citoyens du monde entier. Les deux pays en conflit sont des greniers du monde pour le blé, le maïs et d'autres produits non agricoles. L'Ukraine et la Russie sont des acteurs majeurs dans l'alimentation (céréales), les engrais et de l'énergie (gaz et pétrole). A titre illustratif, les deux pays cumulent plus de 28% du volume des exportations mondiales de blé, commente le professeur Léonidas Ndayizeye.

Sur le continent, les effets de la crise se font sentir surtout avec l'augmentation des prix des produits importés, notamment le carburant et les fertilisants. Le conflit a provoqué la crise du pain puisque les pays arabes importent le blé. On redoute la résurgence des hostilités comme celles observées pendant le printemps arabe.

Les incertitudes sont si grandes que personne ne peut prédire la fin de cette crise. Les pays doivent diversifier les chaînes d'approvisionnement des produits de première nécessité. Les dirigeants des pays africains doivent veiller à la souveraineté alimentaire par le biais de l'agriculture

vivrière pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, propose-t-il.

L'Afrique devrait investir dans l'agro-industrie

Le président du sénat rwandais appelle ses homologues à investir davantage dans l'industrie agroalimentaire pour subvenir aux besoins des populations. Dans son intervention, Dr Iyamuremye reconnaît qu'avant le Covid-19 la situation alimentaire de l'Afrique était déjà fragile en raison d'une faible productivité et surtout des barrières commerciales.

Pour lui, la transformation des produits agricoles en Afrique est une tâche urgente. « Nos populations ne peuvent pas être satisfaites quand nous leur disons qu'il y a la guerre en Ukraine et en Russie alors qu'ils constatent que nous pouvons produire ce dont nous avons besoin ». D'emblée, l'industrie agricole peut être une voie de solution, mais les pays africains doivent davantage commercer les uns avec les autres. L'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) élargit le champ des possibilités pour que l'agro-industrie africaine atteigne son plein potentiel. « Notre continent continue à importer des aliments que nous sommes capables de produire nous-même simplement à cause des barrières commerciales internes », déplore le sénateur Iyamuremye. Or, les parlementaires légifèrent et adoptent des budgets pour les pays respectifs. Ainsi, le secteur agricole et l'industrie énergétique méritent toute l'attention à travers la mobilisation des investissements nécessaires pour promouvoir l'agro-industrie.

Benjamin Kuriyo

Chemin de fer Tanzanie-Burundi-RDC : Le processus s'active davantage

Le Burundi et la Tanzanie vont bientôt sélectionner la société de construction du chemin de fer à écartement standard section Uvinza-Musongati-Gitega. Celle-ci sera choisie parmi neuf sociétés présélectionnées et qui sont déjà sommées de déposer leurs offres au plus tard le 11 novembre 2022. Pour le tronçon Gitega-Kindu, le Burundi et la RDC sont à la recherche du meilleur tracé



Neuf sociétés parmi lesquelles on va choisir une seule pour la construction du chemin de fer, section Uvinza-Musongati-Gitega doivent déposer leurs offres jusqu'au 11 novembre 2022.

« Le projet de chemin de fer à écartement standard reliant trois pays à savoir : la Tanzanie, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) est un projet important. Les directives de sa réalisation ont été données par les chefs d'Etats des trois pays », déclare Capitaine Dieudonné Dukundane, ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux.

Pour le ministre Dukundane, le Burundi et la Tanzanie ont lancé le 12 août 2022 l'appel d'offre pour la sélection des sociétés de construction du chemin de fer pour la section Uvinza-Gitega.

« Neuf sociétés ont été sélectionnées. Celles-ci ont une période de deux mois pour finaliser la confection de leurs dossiers d'offres. La date butoir de dépôt de leurs offres est fixée au 11 novembre 2022. Après, on aura besoin de deux à trois mois pour analyser leurs offres et déterminer la société qui en sortira gagnant. C'est cette dernière qui signera le contrat pour la construction du chemin de fer », explique le ministre des Infra-

structures, de l'Équipement et des Logements Sociaux.

Le linéaire concerné s'étend sur une ligne principale de 282 km. Il couvre également des boucles d'évitement et de contournement sur une distance de 85 km.

Vers la détermination du tracé du chemin de fer, tronçon Uvinza-Musongati-Gitega

Marie Chantal Nijimbere, ministre du Commerce, du Transport, de

l'Industrie et du Tourisme précise que dans la semaine du 12 septembre 2022, les sociétés qui vont soumissionner pour la construction du chemin de fer, tronçon Uvinza-Musongati-Gitega et les experts burundais et tanzaniens ont visité la région où va se construire ce chemin de fer.

« Les offres de ces entreprises vont déterminer la technique et le coût de construction de ce chemin de fer, tronçon Uvinza-Musongati-Gitega... », informe la ministre en charge du commerce.

Benjamin Mbimbi, président de la commission des experts chargée du suivi du projet de construction du chemin de fer en Tanzanie témoigne que la visite a eu lieu en passant par Gasuru en Tanzanie jusqu'à la rivière Malagarazi à la frontière burundo-tanzanienne.

« Comme il n'y avait pas de pont pour traverser directement vers le Burundi, nous avons dû contourner pour passer à Manyovu en Tanzanie et puis continuer vers le Burundi. C'était pour montrer aux 9 sociétés présélectionnées le tracé, les sta-

tionnements du train et d'autres lieux où vont se construire les infrastructures connexes », indique-t-il.

Vers la détermination du tracé du chemin de fer, tronçon Gitega-Kindu

En même temps, les experts Burundais et Congolais parlaient de la RDC pour déterminer le tracé du chemin de fer, tronçon Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu.

Du côté burundais, les tracés proposés sont au nombre de trois. Il s'agit de la ligne Gitega-Kayanza-Bubanza-Kivoga- pont Rusizi (environ 167,5 km), la ligne Gitega-Mutaho-Ruhororo-Muhanga-Rugazi-Kivoga- pont Rusizi (environ 181 km) et la ligne Gitega-Muhanga-Ngozi-Musigati-Gihanga-Buganda-Kingurwe, frontière de la RDC (environ 224 km).

Le 20 août dernier, le Burundi et la RDC ont signé un accord de financement bilatéral des études de faisabilité et d'ingénierie préliminaires et la signature de la requête conjointe à adresser à la Banque Africaine pour le Développement (BAD). Cela pour financer les études de faisabilité du projet de chemin de fer électrifié à écartement standard, section Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu.

Les signatures ont été apposées par l'ex-ministre Burundais des Finances et la vice-ministre des Finances de la RDC.

Mélance Maniragaba

ACTUALITE REGIONALE

L'Ebola ressurgit en Ouganda

Dans l'actualité de la sous-région de cette semaine, Burundi Eco va revenir sur trois informations relayées par la presse. Il s'agit du virus Ebola qui a refait surface en Ouganda, de la difficulté de paiement des transactions transfrontalières, mais également de la Tanzanie qui a supprimé les taxes sur les transactions électroniques



Trois ans après le dernier cas recensé, l'Ouganda enregistre un décès dû à la pandémie Ebola.

Le ministre ougandais de la Santé a annoncé, mardi le 20 septembre 2022, la présence l'épidémie de virus Ebola dans le pays qui a provoqué la mort d'un homme dans le centre du pays, trois ans après le dernier décès recensé. « L'Ouganda confirme une épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) dans le district de Mubende. Le cas confirmé est un homme de 24 ans (...) qui a présenté des symptômes de la MVE et a ensuite succombé », a déclaré le ministère sur son compte Twitter officiel.

Le décès a été confirmé tandis que six autres décès sont soupçonnés d'avoir été causés par Ebola, mais restent non vérifiés, a indiqué la chaîne d'information France 24.

Le journal The East Africa indique que les experts en santé de l'OMS ont exhorté mardi l'Ouganda à se concentrer sur la prévention et le contrôle de la propagation du virus mortel Ebola, notant au passage qu'il n'existe aucun vaccin contre la souche rare du Soudan qui a été confirmée dans le pays.

Les taux de change élevés handicapent le commerce régional

Selon un article du journal The Citizen, les analystes commerciaux déclarent que les frais de change élevés lors des paiements transactionnels transfrontaliers ont un impact sur le commerce dans la région Est-africaine.

Ils expliquent que l'absence d'une monnaie unique pour le bloc des sept pays et l'absence d'harmonisation du système de paiement sont parmi les facteurs à l'origine de l'inconvénient. C'est ce qui est ressorti du webinaire Afri-

caRise organisé par l'East African Business Council (EABC) en collaboration avec la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et l'Union Européenne (UE) au cours du week-end dernier.

John Kalisa, directeur exécutif de l'EABC a en outre exhorté les Etats partenaires de la CAE à poursuivre les initiatives visant à réduire les frais de change pendant les transactions en tant que solution provisoire en l'absence d'une monnaie unique. Il a appelé à une « interopérabilité totale » des réseaux d'argent mobile et des transactions/paiements transfrontaliers au niveau de la CAE.

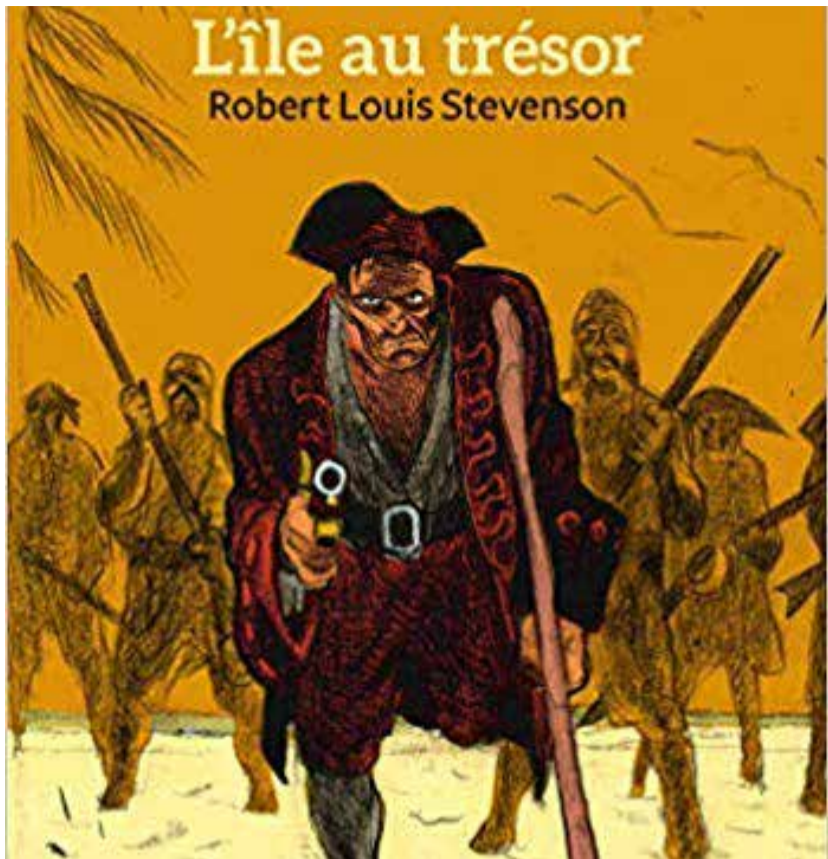
La Tanzanie a aboli les taxes sur les transactions électroniques

L'information est également relayée par The Citizen. Le gouvernement tanzanien a annoncé le 20 septembre, l'abolition des taxes récemment introduites sur les transactions électroniques à la suite d'un tollé général. Ces taxes étaient entrées en vigueur le 15 août 2022.

La décision a été annoncée par le ministre des Finances et de la Planification, le Dr Mwigulu Nchemba, au Parlement après la séance de questions et réponses.

Il a déclaré que le gouvernement avait réduit la portée des redevances, stimulant ainsi l'utilisation des transactions électroniques pour réduire les espèces, simplifiant du coup les charges et empêchant la double imposition sur les mêmes revenus. « Les amendements apportés visent à annuler les prélèvements pour le transfert d'argent des banques vers les réseaux mobiles (des deux côtés) et à annuler les prélèvements pour le transfert d'argent au sein d'une banque », a-t-il déclaré.

Dona Fabiola Ruzagiriza



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

X

Le voyage

La nuit se passa à mettre tout en place. À chaque instant, il arrivait de pleins bateaux d'amis du squire. M. Blandly et autres venaient lui dire adieu, lui souhaiter bon voyage et bon retour. Ce n'étaient que bouteilles à déboucher, verres à rincer. Je ne me souviens pas d'avoir jamais eu, à l'Amiral-Benbow, autant de travail et de fatigue.

Un peu avant le point du jour, le maître d'équipage prit son fifre, et les hommes commencèrent à pousser les barres du cabestan. J'aurais été cent fois plus las que je n'aurais pas donné ma place sur le pont dans cette occasion mémorable. Tout était pour moi si nouveau et si intéressant : le ton bref des commandements, la note aiguë du sifflet, les hommes se bousculant pour prendre place à la lueur des fanaux, ou s'agitant sur l'avant comme des ombres.

« John, chante-nous quelque chose ! cria une voix.

– La vieille chanson ! dit une autre.

– Volontiers, camarades », répondit John

Silver, qui était là, appuyé sur sa béquille.

Et aussitôt il entonna l'air et les paroles que je connaissais si bien :

Ils étaient quinze matelots

Sur le coffre du mort ;

Quinze loups, quinze matelots...

Et l'équipage répétait en chœur :

Yo-ho-ho ! Yo-ho-ho !

Qui voulaient la bouteille !

Au troisième ho !... le cabestan se mit à virer,

et les hommes à courir en poussant les barres avec une force irrésistible.

Même à ce moment où ma curiosité était si vivement excitée par ce spectacle, ce refrain me fit penser à l'Amiral-Benbow. Il me sembla que

j'entendais parmi toutes ces voix celle du « Capitaine ». Mais bientôt l'ancre sortit de l'eau ; on put la voir s'égouttant à l'avant ; les voiles se gonflèrent, faiblement d'abord ; la côte et les navires semblèrent prendre la fuite ; et je n'avais pas encore eu le temps de me jeter dans mon hamac pour prendre un peu de repos, que l'Hispaniola s'envolait déjà vers l'île au trésor.

Je ne raconterai pas en détail notre voyage. Il fut assez heureux. Le schooner était fin voilier ; l'équipage avait l'habitude de la mer et le capitaine connaissait son métier. Il suffira donc de noter deux ou trois événements qui se produisirent avant notre arrivée en vue de l'île.

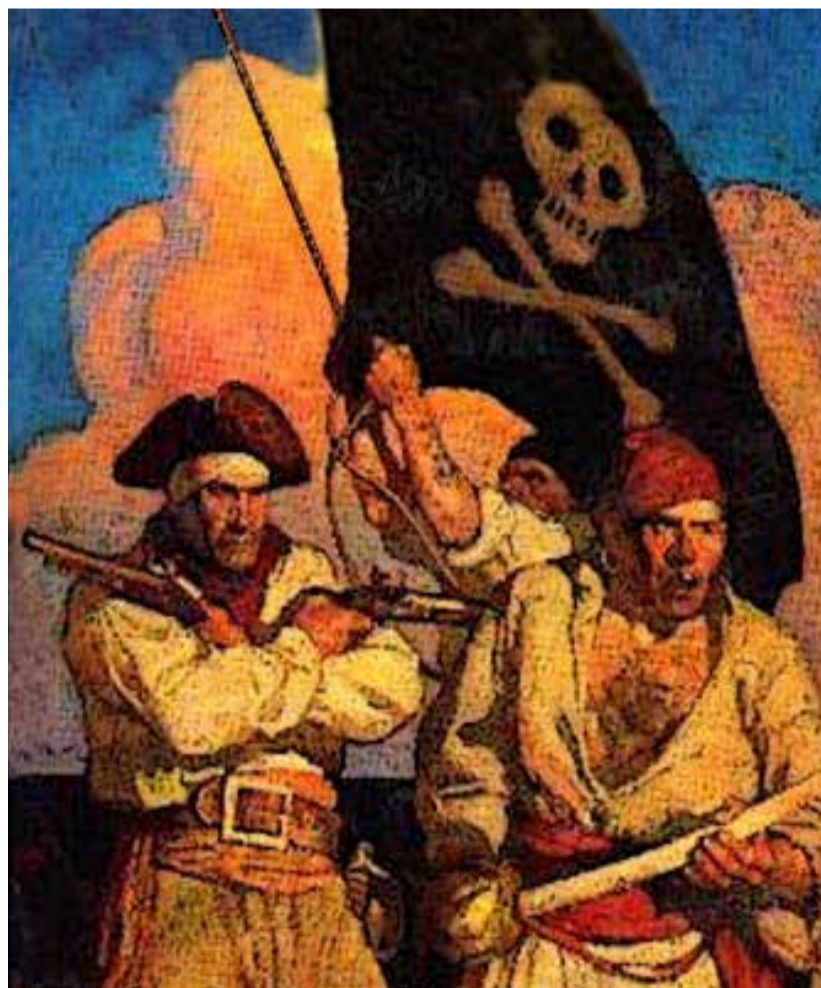
Et d'abord, M. Arrow ne justifia que trop le jugement porté sur lui par le capitaine. Il n'avait aucune autorité sur l'équipage, et les hommes faisaient de lui ce qu'ils voulaient. Mais ceci n'était rien encore. Nous n'étions pas en mer depuis vingt-quatre heures, qu'il commença de se montrer sur le pont avec des signes d'ivresse manifeste : il avait le regard vague, les joues rouges, la langue épaisse, la démarche indécise. Plusieurs fois, le capitaine dut pour ce fait le mettre aux arrêts. Il lui arrivait de tomber et de se blesser en descendant l'escalier de l'entrepont : d'autres fois il restait tout le jour dans son hamac, sur l'un des côtés de la grande cabine. De temps à autre, il paraissait avoir pris de meilleures résolutions, passait deux ou trois jours sans boire, et alors il s'acquittait passablement de ses devoirs.

Nous ne pouvions arriver à comprendre où il pouvait se procurer la boisson dont il abusait. C'était le mystère du bord. On avait beau le surveiller, impossible de découvrir le mot de l'énigme. Lorsqu'on l'interrogeait à ce sujet, il nous riait au nez s'il était gris, et, dans ses moments lucides, il assurait solennellement qu'il n'avait pas touché autre chose que de l'eau.

Non seulement il était complètement inutile comme officier, et son exemple était déplorable pour les hommes, mais il devenait évident qu'en allant de ce train il ne pouvait manquer de se tuer. Aussi personne ne fut ni très surpris ni très désolé quand il disparut, par une nuit sombre et une grosse mer. Jamais on ne sut comment.

Compte le nombre d'objets et écris le résultat dans les petites cases.

	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>



« Il sera tombé à la mer, dit le capitaine. Cela m'épargne la peine de le mettre aux fers, comme j'étais décidé à m'y résoudre. »

Nous restions sans second officier, et il fallait nécessairement faire avancer un des hommes. Le maître d'équipage Job Andersen fut désigné pour faire fonctions de lieutenant, sans en prendre le titre. M. Trelawney avait heureusement beaucoup voyagé, il avait des

connaissances nautiques et pouvait à l'occasion prendre le quart ; il nous fut souvent très utile. Enfin, le second maître, Israël Hands, était un vieux marin plein d'expérience, à qui l'on pouvait se fier quand il avait reçu une consigne.

Lui et John Silver faisaient une paire d'amis et cela m'amène à dire un mot de notre cuisinier.

À bord, il portait sa béquille sus-

pendue à son cou par une courroie, afin d'avoir les deux mains libres. Rien de curieux comme de le voir se servir de cette béquille ainsi que d'un étai, dont l'extrémité reposait contre un appui quelconque, et, se laissant ainsi aller au roulis, faire sa cuisine aussi tranquillement qu'à terre. Mais le plus extraordinaire était de le voir courir sur le pont par un gros temps. On avait tendu des haussières à son usage dans les endroits les plus difficiles, et il s'en servait avec une adresse inouïe pour sauter d'un point à un autre, tantôt s'aidant de sa béquille, tantôt la traînant après lui par la courroie, mais toujours plus vite qu'aucun matelot n'aurait pu faire avec ses deux jambes. Cela n'empêchait pas ceux qui avaient autrefois navigué avec lui de le plaindre beaucoup d'en être réduit là.

« John n'est pas un homme ordinaire, me disait un jour le second maître. Il a eu de l'instruction dans ses jeunes années et il parle comme un livre quand il veut s'en donner la peine. Et brave comme un lion, pardessus le marché !... Je l'ai vu, moi qui vous parle, attaqué, sans armes, par quatre hommes, et en ayant raison en se servant de la tête des uns pour casser celle des autres !... »

Tout l'équipage le respectait et même lui obéissait. Il avait une manière à lui de se faire bien venir de chacun par quelque petit service. Pour moi, il était excellent, me faisait toujours grand accueil dans sa cuisine, où les plats brillaient comme des sous neufs, sous la cage de son perroquet.

La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 26 septembre 2022 à 21h00



Film: Un amour impossible

Genre : Drame
Durée : 130 mn
Réalisateur : Catherine Corsini
Nationalité : France
Année : 2017

À la fin des années 1950 à Châteauroux, Rachel, modeste employée de bureau, rencontre Philippe, brillant jeune homme issu d'une famille bourgeoise. De cette liaison passionnelle mais brève naîtra une petite fille, Chantal. Philippe refuse de se marier en dehors de sa classe sociale...

mardi 27 septembre 2022 à 20h45



Doc: Week-end au Cap Corse

Genre : Découverte
Durée : 95 mn
Réalisateur : Vincent Chaffard
Présenté par : Tiga
Nationalité : France

Le Cap Corse incarne la Corse authentique. D'un village et d'un versant à un autre, Tiga passera du petit port de pêche à une magnifique maison d'Américains, des épaves d'avions qui se cachent dans l'eau bleu azur à la fraîcheur du maquis, du calme à la fête, du doyen à cette jeunesse...

mercredi 28 septembre 2022 à 20h55



Film: Adolescentes

Genre : Documentaire
Durée : 130 mn
Réalisateur : Sébastien Lifshitz
Nationalité : France
Année : 2019

Malgré leur appartenance à des milieux sociaux très différents et leur caractère opposé, Anaïs et Emma, deux collégiennes de Brive-la-Gaillarde, sont inséparables. Arrivées au lycée, elles qui étudient dans des établissements différents (l'une est en filière professionnelle, l'autre, en générale)...

jeudi 29 septembre 2022 à 22h10



Doc: Mission sauvetage au Malawi

Genre : Nature
Durée : 50 mn
Réalisateur : Jo Robinson

Amanda met un collier radio sur l'un des premiers guépards nés au Malawi en vingt ans. L'équipe a du mal à donner un examen physique à un python de 4 mètres. De son côté, un groupe de touristes livre un bébé singe turbulent qu'ils ont sauvé du commerce des animaux de compagnie...

vendredi 30 septembre 2022 à 20h50



Film: La planète des singes : l'affrontement

Genre : Science-fiction
Durée : 130 mn
Réalisateur : Matt Reeves
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2014

Dix ans ont passé depuis la révolte des singes et la pandémie qui a décimé les hommes. La population humaine survit dans les ruines de San Francisco tandis que le peuple singe, dont César est le leader, vit dans les forêts environnantes. Pour l'heure, singes et hommes s'évitent...

samedi 01 octobre 2022 à 20h55



Film: Broken Arrow

Genre : Action
Durée : 115 mn
Réalisateur : John Woo
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1996

Lors d'un vol d'essai sur le bombardier furtif B-3 transportant des ogives à têtes nucléaires, le major Vic Deakins tente d'éliminer son ami le capitaine Riley Hale. Avec l'aide de complices dans l'armée, Deakins s'empare des missiles dans l'intention de faire chanter le gouvernement...

dimanche 02 octobre 2022 à 20h50

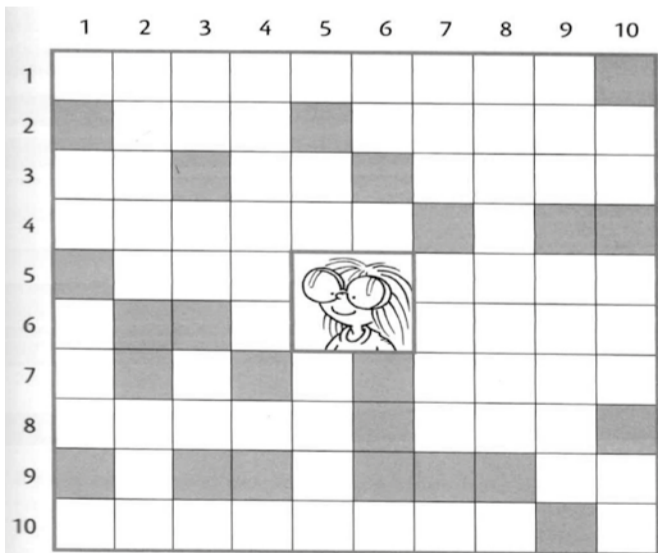


Film: Outlander, le dernier Viking

Genre : Science-fiction
Durée : 120 mn
Réalisateur : Howard McCain
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2008

En plein territoire viking, un vaisseau s'écrase avec à son bord Kainan, un guerrier venu de l'espace, et le Moorwen, une créature extraterrestre terrifiante. Alors que la bête sème la mort et la désolation dans les environs, les Vikings acceptent d'allier leurs forces avec Kainan...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Les Égyptiens en construisirent beaucoup • 2. Condiment • Prénom féminin • 3. Ordinateur • Voyelle double • Art de dissimuler • 4. Char • 5. Du verbe « taire » • Ardeur (faire du ...) • 6. Possédées • 7. Bord d'un cours d'eau • 8. Trompé • Cri de corrida • 9. Note • 10. Melon d'eau

VERTICALEMENT

1. Parti communiste • En dehors (anglicisme) • 2. Bateau de plaisance • Brama • 3. Du verbe « rire » • À la • Dieu du soleil égyptien • 4. Signal de danger • 5. Finale de verbe • Du verbe « vivre » • 6. Pronom personnel • 7. Pas mou • Moins de un • 8. Petit animal brun qui monte dans les arbres • 9. Situé • Mets plus haut • 10. Voyelle double • Est-sud-est • Elle fut changée en vache

Proverbes

« La grenouille ne se fatigue pas dans l'eau »

On habite là où on est heureux.

Proverbe ngbandi, RDC

« On répare le trou d'un vêtement, mais pas le trou de la bouche »

Quand on a trop parlé, c'est difficile de réparer.

Proverbe bayombe, RDC

« Ce qui est encore dans la rivière, n'est pas sauvé de la gueule du crocodile »

Se dit d'un danger constant,

Proverbe bakongo, Congo

« Quand la jambe ne marche pas, l'estomac ne mange pas »

Le paresseux reste le ventre creux.

proverbe mongo, RDC

« La plume de l'oiseau s'envole en l'air mais elle termine à terre »

On ne peut empêcher l'inévitable.

Proverbe mossi, Burkina Fasso

« La panthère n'a pas peur des taches qui sont sur la peau de sa mère »

On fait toujours confiance aux siens.

Proverbe malinké, Sénégal

« Assis ou debout, le crapaud est toujours le même »

On ne peut pas changer son caractère.

Proverbe bahaya, Tanzanie

« La chance n'est pas comme un pagne qu'on met qu'on enlève »

La chance n'arrive pas à tout moment.

Proverbe bateke, Congo

« Le feu qui flambe vite s'éteint »

Une colère subite ne dure pas.

Proverbe lari, Congo

« Le zèbre ne se défait pas de ses zébrures »

On reste ce qu'on est.

Proverbe massai, Kenya

Mots croisés : Solution du numéro précédent

T E S T A M E N T *
A * T A V E R N E *
B A * T E * E * M A
L A B O U R * * O R
E * B U E M I R
A U * A N O N E
U S A G E * T E S T
* A V E C * I L * E
U * E * H * E L U S
V I C T O I R E * *

Votre Entreprise Bien en vue en 365 jours par an



SIÈGE:

📍 Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'Ex-BINUB
☎ Fixe : +257 22 27 59 44
☎ Mob : +257 61 103 103 / 79 10 11 11

AGENCE :

📍 Rohero II, Avenue Moso, No 23
☎ Fixe : +257 22 27 59 44
☎ Mob : +257 61 103 103 / 79 10 11 11

EDUCATION

DPE Bururi

Plus de 100 cas de grossesses non désirées enregistrés

Les cas de grossesses non désirées augmentent en flèche dans les écoles. Des stratégies ont été prises par les différents partenaires de l'éducation en province de Bururi pour combattre ce phénomène. Notamment la mise en place d'un système d'alerte précoce pour privilégier la prévention

Au moment où 110 grossesses non désirées ont été enregistrés en milieu scolaire au cours de l'année scolaire passée en province de Bururi, les différents partenaires de l'éducation indiquent que ces grossesses constituent un grand défi et s'engagent à combattre ce phénomène.

Au cours d'un atelier organisé pour échanger autour de cette problématique, Jean Nduwimana, conseiller socio-culturel du gouverneur de la province de Bururi a indiqué que la situation est alarmante et qu'il faut agir à temps.

Pendant ces trois dernières années scolaires, 406 élèves filles ont eu des grossesses non désirées en milieu scolaire. Les conséquences sont énormes pour ces filles dont l'abandon scolaire, des cas d'infanticide, les fistules obstétricales, etc., alerte-t-il.



Pendant ces trois dernières années scolaires, 406 élèves filles ont eu des grossesses non désirées en milieu scolaire.

Les grands chantiers amplifient ce phénomène

M Nduwimana a indiqué que certains employés des entreprises chargées de la construction du barrage hydroélectrique Jiji-Murembwe et certains employés des entreprises qui construisent la route nationale n° 16 (route Taba-Mahwa-Gakuba) sont des auteurs de ces grossesses non désirées.

Il précise que c'est dans les communes où opèrent ces entreprises qu'on trouve un grand nombre de grossesses non désirées en milieu scolaire dont la commune de Matana qui vient en tête suivie par la commune de Songa puis par la commune de Bururi.

Il demande à leurs employeurs de leur personnel par rapport à ces grossesses non désirées enregistrées en milieu scolaire.

Il a évoqué d'autres causes des grossesses non désirées et des mariages précoces, notamment la pauvreté dans les familles, la mauvaise utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la consommation des boissons alcoolisées et la consommation des stupéfiants ainsi qu'un relâchement de l'encadrement parental.

Il a appelé la communauté toute entière à se lever comme un seul homme pour combattre ce phénomène.

Mise en place d'un système d'alerte précoce

Antoine Sabiyumva, directeur provincial de l'éducation à Bururi indique que les grossesses non désirées constituent un défi pour l'éducation dans cette province, car les chiffres des grossesses de ce fléau ne cessent d'augmenter.

Il indique qu'il est temps que tout le monde agisse pour mettre fin à ce phénomène qui ne fait que ternir l'image du secteur de l'éducation alors que des efforts sont en train d'être déployés par les membres de la diaspora ressortissant de cette province en octroyant des livres et autres supports pédagogiques.

Il précise qu'un système d'alerte précoce a été mis en place pour combattre ce phénomène en mettant un

accent particulier sur la prévention et la répression des auteurs de ces grossesses non désirées.

Les enseignantes tantes qui se trouvent dans toutes les écoles fondamentales et post-fondamentales vont transmettre un message à la plateforme provinciale chargée de combattre les grossesses non désirées.

Cette plateforme regroupe un représentant de l'administration, un représentant de la justice, un représentant du secteur de l'éducation, un représentant du secteur de la santé et un représentant de la coalition Bafashebigé.

Cette plateforme a pour mission de centraliser toutes les informations, de les gérer et de faire un suivi.

Des réunions d'évaluation vont se tenir régulièrement pour voir l'état des lieux afin de réduire ces grossesses et même d'atteindre zéro grossesse en milieu scolaire.

Les confessions religieuses seront associées pour mieux mener ce combat.

Signalons que les grossesses non désirées en milieu scolaire vont être combattues en parallèle avec les mariages précoces.

F.N